

NOTE D'INFORMATION MedTooFr

Les Comportements Inappropriés à Connotation Sexuelle des patients envers les médecins généralistes français : prévalence, nature et répercussions sur la pratique professionnelle.

CODE PROMOTEUR : 2021/CHU/18
Numéro ID-RCB : 2021-A01049-32

Promoteur et Responsable de traitement : CHU Sud Réunion – Avenue François Mitterrand – 97448 Saint-Pierre

Personnes qui dirigent et surveillent la recherche :

Dr Nicolas Bouscaren – Médecin de Santé Publique – Centre d'Investigation Clinique Inserm CIC 1410
Epidémiologie Clinique – CHU Sud Réunion – Avenue François Mitterrand – 97448 Saint-Pierre

Dr Christine Visnelda-Douzain – Psychiatre – Référente de l'Unité de Psychotrauma de la Réunion – EPSMR
2 chemin du Grand Pourpier, Cambaie – 97466 Saint-Paul

Personne qui réalise la recherche :

Sophie Dehlinger – Médecin Généraliste remplaçante

Chères Consœurs, chers Confrères,

Vous avez été sollicités pour participer à l'étude MedTooFr portant sur les **Comportements Inappropriés à Connotation Sexuelle (CICS)** auxquels vous auriez pu être confrontés, **de la part de patients**, lors de **consultations de médecine générale**.

Dans cette étude, nous avons choisi d'utiliser le terme de « **Comportements Inappropriés à Connotation Sexuelle** » pour **décrire tout propos, attitude ou comportement connoté sexuellement**, qui apparaît **inapproprié** ou **déplacé** dans le contexte de la relation médecin-patient, et qui peut être perçu comme offensant, dégradant ou humiliant.

L'objectif principal de cette étude est d'établir la prévalence des CICS survenant en consultation de médecine générale et d'en décrire la nature. Les objectifs secondaires sont de décrire les répercussions éventuelles sur le plan personnel et professionnel pour les médecins généralistes.

Nous recherchons donc des réponses de tous les médecins généralistes, **y compris ceux et celles qui n'ont jamais rencontrés ce type de situation au cours de leur pratique**, afin de déterminer si cette problématique est fréquente dans le cadre de l'exercice de la médecine générale.

N'hésitez pas à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Votre participation est entièrement volontaire. Si vous ne désirez pas prendre part à cette recherche, il vous suffit de ne pas répondre au questionnaire joint.

La réponse au questionnaire sera considérée comme un accord de votre part pour le recueil et l'analyse de vos données personnelles dans le cadre de cette recherche. Toutes les données recueillies seront traitées de manière anonyme. L'étude MedTooFr a reçu l'avis favorable du CPP SUD EST 1 sous le N° ID-CRB : 2021-A01049-32.

Pourquoi cette recherche ?

Le harcèlement sexuel (HS) professionnel a largement été mis en lumière ces dernières années, et le milieu médical n'est pas exempt de ce phénomène, que cela soit au cours de la formation ou de la vie professionnelle des médecins. En France, des données récentes confirment que les violences sexuelles sont présentes au cours des études de médecine. Dans la littérature internationale, on retrouve de nombreuses études explorant le sujet du HS chez les médecins. En fonction de la méthodologie et des définitions employées, entre 4% et 77% des médecins rapportent avoir déjà vécu une situation de HS dans le cadre professionnel. Bien que les chiffres soient très fluctuants, ils illustrent la réalité de cette problématique. Parmi les auteurs identifiés de ces violences, il est à noter que les patients apparaissent comme une source potentielle de harcèlement et de Comportements Inappropriés à Connotation Sexuelle (CICS). En France, très peu de données sont disponibles sur ce sujet, notamment chez les médecins généralistes. Or, la spécificité de la relation médecin-patient dans le cadre de la médecine générale en fait un cadre potentiellement à risque. A ce jour, les seules études françaises concernant les CICS et le HS en médecine s'intéressaient essentiellement à la période des études médicales, et aucune ne s'est penchée sur la problématique particulière du patient en tant qu'auteur des violences.

Quel est l'objectif de cette recherche ?

Il s'agira d'évaluer la **prévalence et la nature des Comportements Inappropriés à Connotation Sexuelle des patients envers les médecins généralistes** exerçant en cabinet libéral en France. On pourra également identifier les **facteurs de risque associés**.

Qui peut participer ?

Tout médecin généraliste, homme ou femme, thésé(e) ou non, ayant terminé l'internat, exerçant une activité libérale exclusive ou mixte, installé ou remplaçant.

Quels sont les bénéfices attendus ?

La participation à cette étude permettra de faire un état de lieux de la situation actuelle. Il s'agit de la première étude française sur le sujet des violences à caractère sexuel envers les médecins généralistes.

Des stratégies et des recommandations codifiées pour prévenir et réagir face à une telle situation pourront être développés.

Enfin, ce projet permettra d'illustrer l'importance de sensibiliser les étudiants et les médecins généralistes à ces problématiques dans la formation médicale initiale puis dans la formation médicale continue. Une réflexion sur le développement d'un soutien à apporter au médecin victimes de CICS sera menée.

Quels sont vos droits ?

Dans le cadre de la recherche, un traitement informatique de vos données personnelles va être mis en œuvre pour permettre d'analyser les résultats de la recherche au regard des objectifs qui vous ont été présentés. Le responsable du traitement des données est le CHU de La Réunion. Le médecin de l'étude recueillera des informations à votre sujet, concernant votre pratique professionnelle, votre département d'exercice, votre environnement de travail. Ces informations, appelées « Informations personnelles », sont consignées sur les formulaires, appelés cahiers d'observations, fournis par le responsable de traitement. Seules les informations strictement nécessaires au traitement et à la finalité de la recherche seront recueillies et ces données seront conservées pendant la durée de l'étude jusqu'au rapport final ou jusqu'à la dernière publication puis archivées pendant la durée conforme à la réglementation en vigueur. Afin d'assurer la confidentialité de vos informations personnelles, ni votre nom ni aucune autre information qui permettrait de vous identifier directement ne seront saisis sur le cahier d'observation ou dans tout autre dossier fourni au responsable de traitement ou aux sous-traitants autorisés du responsable de traitement.

Conformément aux dispositions de la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiées par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles) et au règlement général sur la protection des données (règlement UE 2016/679), vous avez un droit d'accès et de rectification sur vos informations personnelles. Dans certains cas, vous pouvez aussi demander la restriction du traitement de vos informations personnelles, vous opposer à certains types de traitement de vos informations personnelles, demander que vos informations personnelles soient effacées et demander que vos informations personnelles vous soient fournies, à vous ou à un tiers, sous un format numérique (droit de portabilité). Vous pouvez exercer ces droits en le demandant par écrit auprès du médecin de l'étude. Le promoteur répondra à vos demandes dans la mesure du possible conformément à ses autres obligations légales et réglementaires et lorsque la loi l'exige. Le promoteur pourra communiquer des informations personnelles aux agences réglementaires ou à ses partenaires de recherches. Le promoteur maintiendra toutefois le plus possible la confidentialité de toutes les informations personnelles qu'il recevra dans les limites de la loi.

Si vous avez d'autres questions au sujet du recueil, de l'utilisation de vos informations personnelles ou des droits associés à ces informations, veuillez contacter Monsieur le Délégué à la Protection des données du CHU de La Réunion (dpo@chu-reunion.fr) ou le médecin de l'étude.

Si malgré les mesures mises en place par le promoteur vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez déposer une plainte auprès de l'autorité de surveillance de la protection des données compétente, la CNIL.

Après avoir lu cette note d'information, n'hésitez pas à poser au médecin responsable de la recherche toutes les questions que vous désirez. Après un délai de réflexion, si vous acceptez de participer à cette recherche, merci de compléter le questionnaire en ligne MedTooFr. Lorsque cette recherche sera terminée, vous pouvez être tenus informés personnellement des résultats si vous le souhaitez.

Nous vous remercions par avance de votre éventuelle participation et de l'intérêt que vous porterez à cette recherche.

Contact:

Si vous avez des questions ou des remarques concernant l'étude, vous pouvez contacter Sophie Dehlinger, responsable de la recherche à cette adresse email : medtoofr@gmail.com